



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 38 – 1^{er} décembre 2021

En bref

Augmentation de 22% du salaire minimum en 2022. Suite à des négociations entre les autorités, les syndicats et le patronat, le gouvernement a annoncé une hausse de à 172,87 MXN/jour (8,12 USD) et à 260,34 MXN/jour (12,2 USD) pour la zone franche de la frontière nord.

LE CHIFFRE À RETENIR

+22%

HAUSSE DU SALAIRE MINIMUM EN 2022

Zoom sur les exportations en Amérique centrale

Les exportations de biens d'Amérique centrale ont progressé au 2^{ème} trimestre. En hausse de 27,5% g.a sur la période, elles ont atteint 21 Mds USD. Cette croissance est en particulier le fruit d'une hausse des exportations vers la Chine (+180%), le Japon (+40,1%) et la Corée du Sud (+65,7%). Les secteurs les plus contributeurs à cette croissance ont été les aliments et boissons, en hausse de 6,6% (ils représentent 51,1% du total des exportations de la zone) et les équipements industriels (+68,6%). Les importations ont pour leur part enregistré une hausse de 36,9% g.a (40,8 Mds USD d'exportations au total). Au cours du deuxième trimestre 2021, les importations provenaient en majorité des États-Unis (39%), de la Chine (16,2%) et de l'Union européenne (10,5%). Au total, la balance commerciale de l'Amérique centrale au T2 2021 a enregistré un déficit de 19,5 Mds USD, soit 7,3% du PIB régional.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 1^{er} décembre, le Mexique enregistrait 294 428 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,42% en une semaine. 3 891 218 cas confirmés ont été enregistrés (+ 0,49% en une semaine). 51,02% de la population mexicaine a reçu une couverture vaccinale complète.

2 FINANCES PUBLIQUES

Les recettes fiscales ont connu une hausse de 1,6% g.a au cours des dix premiers mois de l'année. Ce montant est toutefois inférieur de 104 M USD à celui programmé dans la loi des finances pour la période. Le ministère des finances a indiqué que les recettes fiscales ont augmenté de 1,6 % en termes réels au cours des 10 premiers mois de l'année, pour atteindre 138,9 Mds USD. Bien que les recettes de l'impôt sur le revenu n'aient augmenté que de 0,1% g.a, la collecte de la TVA a connu une hausse de 11,5% g.a.

3 ECONOMIE

Nouvelle hausse de l'inflation. Au cours de la première quinzaine de novembre le taux d'inflation a atteint son plus haut niveau depuis 20 ans, à 7,05 %. L'indice national des prix à la consommation (INPC) a connu une accélération et a enregistré une variation annuelle de 7,05 % au cours des deux premières semaines de novembre, tirée par la fin des subventions aux tarifs de l'électricité en novembre. L'indice a enregistré son plus haut niveau depuis la seconde quinzaine d'avril 2001, lorsqu'il avait atteint 7,08 % g.a. L'inflation est supérieure à la fourchette cible fixée par Banxico (3 %, +/- un point de

pourcentage) pour la 17^{ème} quinzaine consécutive.

Recul plus fort que prévu de l'activité économique en septembre. L'activité économique a connu une contraction de l'ordre de 0,4 % g.m en septembre, soit le deuxième mois de baisse. Le résultat est contraire aux anticipations initiales, qui prévoyaient une progression mensuelle de 0,3 %. Ce résultat fait suite à une contraction de 1,2% g.m en août. Par activité économique, les trois secteurs économiques ont affiché des reculs. Le secteur primaire a enregistré une contraction de 1,4% g.m, l'industrie a affiché un recul de 1,4% g.m et les services ont enregistré une contraction modérée de 0,3% g.m.

Nouveau record des envois de fonds des migrants en octobre 2021. Les *remesas* ont atteint un nouveau record historique en octobre, totalisant 4,8 Mds USD, soit une augmentation de 33,8 % g.a. Ainsi, au cours des 10 premiers mois de l'année les envois de fonds des migrants se sont élevés à 42,2 Mds USD. Pour Alberto Ramos, économiste en chef de Goldman Sachs pour l'Amérique latine, les transferts de fonds ont connu une forte hausse en raison du soutien budgétaire étatsunien, de la dépréciation du taux de change et d'une profonde contraction du PIB et de l'emploi au Mexique. La modération de la reprise économique aux Etats-Unis au cours des prochains mois devrait entraîner une décélération des envois de fonds vers le Mexique au cours des prochains trimestres.

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a revu à la baisse les prévisions de croissance pour l'économie mexicaine pour 2021 à 5,4%. La Banque centrale anticipait jusqu'à présent une croissance de l'ordre de 6,2% pour l'année 2021, tirée par le dynamisme de l'économie américaine et la reprise des échanges mondiaux. Cependant, les problèmes sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, la réforme sur l'externalisation et la hausse des cours des

matières premières ont pesé sur le dynamisme de la croissance mexicaine au cours du troisième trimestre de l'année. Par ailleurs, Banxico a maintenu les prévisions d'inflation à 6,8 % pour 2021 anticipé que les chocs affectant les prix soient considérés comme transitoires.

Stagnation des exportations en octobre en raison des problèmes de la chaîne d'approvisionnement dans l'industrie automobile. Ainsi, les exportations n'ont augmenté que de 0,01 % g.a à 41,9 Mds USD en octobre 2021 selon l'Inegi. Les exportations de pétrole se sont élevées à 2,5 mds USD, soit une diminution de 6 % g.m, leur plus forte baisse depuis mars dernier. Les exportations non pétrolières ont diminué de 3,5 % g.m pour atteindre 39,2 Mds USD, leur première baisse après sept mois consécutifs de hausse. Les ventes du secteur automobile ont quant-à-elles chuté de 21,8 % g.m et sont en baisse pour le quatrième mois consécutif. D'autre part, les importations de marchandises ont atteint 44,6 Mds USD, soit une augmentation de 25,1% g.a.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Au Mexique, environ 5,2 M de femmes vendent toutes sortes de biens de manière informelle en ligne. Le secteur connu sous le nom de "nenis" pourrait connaître une augmentation des impôts en 2022 en raison des changements qui obligent toutes les personnes de plus de 18 ans ayant des revenus d'activités économiques à s'inscrire auprès du système d'administration fiscale (SAT), prévient Fidel Ortiz. Le directeur général du cabinet de conseil fiscal Fixat a expliqué que la plupart de ces entrepreneurs opèrent de manière informelle et que leurs ventes ne sont pas taxées. Il a rappelé que l'article 80 du code fiscal mexicain établit l'obligation pour les adultes de s'inscrire auprès du Trésor public sous

peine de payer une amende allant de 3 870 à 11 600 MXN.

Au Mexique, le ratio entre les hommes et les femmes participant à la création d'entreprise est de 1,22 homme pour une femme, ce qui place le pays parmi ceux où l'écart est le plus faible au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Union européenne. Cet écart s'explique en grande partie par le besoin des femmes de disposer d'un moyen de subsistance, selon le dernier rapport de l'organisation. Sur la période 2016-2020, parmi les pays de l'OCDE, 9 % des femmes créaient et géraient de nouvelles entreprises, contre 13 % des hommes. La Finlande, la Colombie, l'Espagne, le Chili et le Mexique sont les pays où le rapport entre les hommes et les femmes impliqués dans l'entrepreneuriat est le plus faible, avec un rapport de 1,15 à 1,22 hommes pour une femme, alors qu'à l'inverse, en Turquie et en Finlande, les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes en termes d'entrepreneuriat. De même, 8 % des 18-30 ans parmi les pays de l'OCDE étaient actifs dans une forme d'entrepreneuriat au stade naissant entre 2016 et 2020.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 01/12/2021
Bourse (IPC)	-0,36%	+14,5%	50 663,45 points
Taux de change USD/MXN	+0,42%	+6,61%	21,30
Taux de change EUR/MXN	+0,33%	-0,35%	24,08
Prix du baril mexicain	-10,62%	+42,66%	74,39

Amérique centrale

1. El Salvador

Le FMI formule de premières recommandations de fin de mission Article IV. Ces premiers retours incluent notamment le besoin de transparence des dépenses publiques et un meilleur ciblage des dépenses sociales. Le FMI suggère également un assainissement budgétaire fondé sur des mesures fortes en matière de taxes, subventions, et un alignement des salaires publics sur ceux du secteur privé. De plus, la mission a recommandé aux autorités de ne pas utiliser le bitcoin comme monnaie légale, compte tenu des risques liés à sa volatilité, susceptible d'affecter la protection des consommateurs et l'intégrité du système financier.

L'Assemblée législative autorise le gouvernement à signer un prêt de 215 MUSD avec la BCIE. Ce prêt, approuvé avec les voix de 62 des 84 députés du Congrès, financera un programme de réduction de la fracture numérique dans les écoles. L'initiative vise à bénéficier à 597.000 élèves de l'enseignement primaire et secondaire dans tout le pays et s'inscrit dans le cadre du projet de l'axe Développement humain et inclusion sociale de la BCIE. Ce prêt d'une durée de 20 ans, avec un taux d'intérêt annuel de 2,55%, s'ajoute aux 1,53 Md USD contractés par l'Assemblée législative depuis son entrée en fonction le 1^{er} mai.

2. Guatemala

Investissement de 124 MUSD (960 M GTQ) pour la rénovation de l'axe Escuintla-Puerto Quetzal. Le Congrès a approuvé le contrat pour la rénovation de cet axe routier, faisant de ce dernier le premier projet de partenariat public –

privé dans le pays. Le projet comprend la rénovation des 41 kilomètres existants, la construction de sept échangeurs, de voies de décélération ou encore la mise en place de caméras de sécurité et d'éclairage. Le projet, à la charge de Marhnos Guatemala, profitera à l'Etat grâce à la signature d'un contrat sur 25 ans (environ 142 MUSD espérés, avec un péage à 15 GTQ, dont les communautés locales seront exonérées). Enfin ce projet devrait être le précurseur de nouveaux projets de PPP.

La volonté du Ministère des Finances d'emprunter 500 MUSD a reçu une opinion favorable du comité de politique monétaire de la Banque centrale. Le ministère souhaite se tourner vers la Banque Mondiale pour contracter ce prêt et sera de visite à New York la semaine prochaine, accompagné de membres de la Banque Centrale afin de rencontrer les agences de notations Fitch Ratings, S&P et Moody's en vue d'améliorer la notation souveraine du pays. Ce prêt à 1,27% vise à rembourser une dette contractée à 5,5%, aboutissant à une économie attendue de 259 MUSD. Cette démarche suscite cependant des interrogations puisque le gouvernement dispose de 3,6 Mds USD (28 Mds GTQ) en réserve non dépensés à ce jour. Le Ministère justifie cette accumulation le fléchage de prêts vers des objectifs spécifiques, non-fongibles ou encore la non-approbation du budget ces dernières années, obligeant le Ministère à travailler actuellement avec les anticipations des impôts 2019. Les recettes, plus élevées cette année ont finalement permis de dégager davantage de ressources. Le ministre a assuré que le budget clôturera l'année avec moins de 10 Mds GTQ de trésorerie.

3. Honduras

Xiomara Castro, première femme présidente du Honduras. La candidate du parti Libre a remporté dimanche dernier les élections présidentielles au Honduras, comptabilisant (selon des résultats encore partiels, mais non

susceptibles de modifier le résultat final) 52,7% des 5,1 millions de votes devant le candidat du Parti National, Nasry Asfura (34,5%) et douze autres candidats. Les mairies des deux grandes métropoles, Tegucigalpa et la capitale économique San Pedro Sula, ont également basculé. Libre, qui comptait 30 des 128 sièges au Congrès sortant, devrait gagner 19 députés supplémentaires, tandis que son partenaire de coalition Salvador devrait compter 12 sièges. Le Parti national en perdrait 19, à 42 sièges, et le parti Libéral 3, à 23 sièges.

4. Panama

Augmentation significative des dépenses de fonctionnement du Gouvernement panaméen.

Les dépenses relatives aux salaires des fonctionnaires ont atteint près de 3,5 Mds USD entre janvier et septembre 2021, soit le double de ce que rapporte le Canal de Panama au budget de l'Etat (1,8 Mds USD sur l'année budgétaire 2021). Par rapport à l'année 2020, on constate une augmentation de 14 529 fonctionnaires (+6,2%) au sein des administrations centrales, pour un total de 250 450 fonctionnaires à septembre 2021. Pour rappel, l'appareil d'Etat emploie 22% de la population active du pays. Trois administrations ont notamment connu une augmentation significative de leur masse salariale en 2021 : le Ministère de la Santé (3000 fonctionnaires), le Ministère de l'Education (2800 fonctionnaires) et l'Assemblée Nationale (1200 fonctionnaires). Alors que le secteur privé a connu une perte de près de 35% de ses emplois, l'emploi public a lui augmenté de près de 24% (nouvelles embauches). Le Gouvernement justifie l'augmentation significative des traitements des fonctionnaires par l'approbation de différentes lois spéciales relatives à une augmentation des salaires dans différentes administrations publiques, ainsi qu'à la création de nouvelles administrations publiques à partir de janvier 2021

(Superintendance des entités non financières, Autorité Nationale de la Décentralisation, ...). Les économistes alertent sur une mauvaise allocation des ressources de la part du Gouvernement, et appellent à une révision de la dépense publique afin d'orienter davantage les ressources publiques sur des projets d'investissement répondant aux nécessités de la population (construction de route, rénovation des hôpitaux, réseau d'eau potable, ...).

Construction, mines, logistique et commerce : sources de croissance en 2021.

Les secteurs économiques de la construction, de la mine, de la logistique (canal et ports) ainsi que du commerce, soutiennent la relance économique, et portent le PIB à 10% au 1er semestre 2021. Par secteurs, l'exploitation minière enregistre une croissance de 178% au 1er semestre 2021, avec une augmentation significative des exportations de minéraux (81 tonnes) ; le secteur de la construction connaît une augmentation de son activité de plus de 400% au 2nd semestre, portée par la réactivation de nombreuses œuvres d'ingénierie civile ; le secteur de la logistique porté par les transports maritimes, terrestres et aériens enregistre une croissance de 29,8% de ses activités, notamment grâce au Canal de Panama qui connaît une augmentation de ses revenus de l'ordre de 20% (augmentation des droits de passage), ainsi qu'au Système Portuaire National qui enregistre une croissance des flux de navires au sein des ports panaméens (+17% de porte-conteneurs, +13% de vraquiers, ...) ; enfin le secteur du commerce connaît une augmentation de son activité de 23,9% au 2nd trimestre, porté notamment par la reprise des réexportations de la zone franche de colon (produits des industries chimiques, appareils électriques, ...).

Position dominante sur le marché des télécommunications au Panama.

Suite à l'annonce de l'entreprise américaine Cable & Wireless (CW) de rachat de l'opérateur

téléphonique Claro Panama, le concurrent Digicel dénonce auprès de l'Autorité de la concurrence (Acodeco) une concentration sur le marché de la téléphonie. Selon des spécialistes de la concurrence, le rachat de Claro par CW permettrait à l'entreprise américaine de contrôler 60% du marché de téléphonie mobile du pays, aux côtés de Tigo (28% de parts de marché) et Digicel (13% de parts de marché). Le dossier est aujourd'hui sur la table de l'Autorité de la concurrence qui doit se prononcer dans les prochaines semaines sur ce rachat. La priorité pour l'Autorité de la concurrence est avant tout de protéger les intérêts des consommateurs, autrement dit, éviter qu'un abus de position dominante sur le marché de la téléphonie vienne réduire les alternatives et le choix des consommateurs, en plus de contribuer à une augmentation des prix. Alors que le marché de la téléphonie était composé de 4 opérateurs (CW, Tigo, Digicel et Claro), l'opération de rachat de CW pourrait réduire l'offre à 3 opérateurs. Une telle situation pourrait par ailleurs favoriser des pratiques anti-concurrentielles, altérant la libre-entrée sur le marché pour des petits opérateurs notamment. Il est à rappeler que d'un point de vue juridique, les concentrations sur le marché de la téléphonie sont permises par une loi de 2018, en revanche, l'Autorité de la concurrence doit s'assurer qu'une telle concentration ne porte pas atteinte aux conditions de la concurrence.

La sortie des listes au cœur des priorités du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF). La question de la non-application des lois semble aujourd'hui bien prise en compte par l'ensemble des services du MEF (Direction de la stratégie fiscale internationale et Commission nationale de lutte contre le blanchiment d'argent). L'application des lois est tant de la responsabilité des autorités publiques, que de celle des acteurs privés. Isabel Vecchio Arofulo, Secrétaire technique de la Commission nationale de lutte contre le blanchiment d'argent (CNBC) estime

qu'une synergie entre les autorités publiques et le secteur privé est nécessaire afin de réussir à ce que le Panama se mette en conformité avec le plan du GAFI. La dernière loi en date, approuvée par le Président Cortizo en octobre, permet, selon la Secrétaire technique, de montrer des éléments nouveaux de conformité auprès des institutions internationales (GAFI, OCDE, UE), avant même de rappeler les actions restantes, à savoir le contrôle de l'application des mesures de prévention, l'application de sanctions dissuasives ainsi que l'accès à l'information du bénéficiaire final.

5. Costa Rica

L'emploi repart pour les secteurs du commerce, de l'industrie et des communications. Bien que les chiffres du marché du travail costariciens restent en dessous des niveaux pré-pandémie, la situation de l'emploi varie selon les secteurs d'activités. L'économie du commerce, de l'industrie manufacturière et des communications semblent générer de nouveaux emplois, alors que les secteurs de la construction et du tourisme connaissent toujours des niveaux d'activité insuffisants pour relancer l'emploi. Un rapport de l'Institut des statistiques nationales souligne que la population active occupant un emploi a augmenté de 248 000 personnes au 3^{ème} trimestre 2021, par rapport à la même période en 2020. Par ailleurs le taux d'occupation (personnes occupant un emploi / personnes en âge de travailler) atteint les 51,6%, contre 46,1% en 2020. Dans son dernier rapport de politique monétaire publié en octobre 2021, la Banque Centrale (BCCR) souligne que si la majorité des activités économiques ont dépassé leurs niveaux atteints en 2019, la récupération de l'emploi de son côté est plus lente.

Caraïbes

1. Cuba

Création d'une institution de microfinances à Cuba. Le système bancaire cubain a annoncé la création d'une nouvelle institution de micro finances dont l'objet principal est de soutenir les micro-entrepreneurs. Dénommée « *Financiera de Microcréditos S.A.* », cette institution publique délivrera, à partir du 15 décembre 2021, des microcrédits en CUP (pesos cubains), mais également en monnaie librement convertible (MLC, *portefeuille de devises étrangères incluant principalement le dollar américain, mais aussi, l'euro et d'autres devises étrangères*), destinés à financer les activités des PME, des autoentrepreneurs (« *cuentalpropistas*») et des coopératives. Dans un premier temps, seuls les acteurs avec un potentiel d'exportation reconnu bénéficieront de ces financements. Par ailleurs, les microcrédits en MLC seront uniquement destinés à favoriser les productions et services aux fins d'exportation ou de vente dans les commerces en MLC ou à la Zone spéciale de développement de Mariel. Les montants du prêt, sans limite maximale, ne pourront pas être inférieurs à 100 000 pesos cubains (3600 €) ou 500 USD dans le cas des prêts en MLC. Le remboursement pourra se faire sur une durée maximale de 4 mois pour les crédits en MLC, tandis que les financements en CUP disposeront des délais de remboursement à négocier. Les taux d'intérêts et les frais bancaires en MLC seront respectivement plafonnés à 6,5% et 0,75%, tandis que les prêts en pesos cubains disposeront de taux inférieurs (fixés par la banque) et de frais bancaires pouvant aller jusqu'à 1%.

2. République Dominicaine

La Délégation de l'Union européenne, ainsi que ProDominicana et Caribeen Export ont récompensé Altice Dominicana lors de la IVème édition de l'Accord de partenariat économique (APE) entre les pays du CARIFORUM et l'Union européenne. L'entreprise Altice Dominicana a reçu le prix « d'investisseur exceptionnel » dans

le pays. En parallèle, le nouveau conseil d'administration de l'Association dominicaine des entreprises d'investissement étranger (ASIEX) a prêté serment pour la période 2021-2023. Ana Figueiredo, la PDG d'Altice Dominican, y siègera en tant que Présidente. Elle est la première femme à occuper ce rôle dans cette institution.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 01/12/2021</i>	Pourcentage de la population ayant reçu une couverture vaccinale complète <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	566 959 <i>Décès : 7 305</i>	63,7%
Cuba	962 628 <i>Décès : 8 305</i>	81,3%
Guatemala	618 436 <i>Décès : 15 956</i>	24,6%
Haïti	25 351 <i>Décès : 746</i>	0,6%
Honduras	377 859 <i>Décès : 10 402</i>	40,3%
Jamaïque	91 272 <i>Décès : 2 396</i>	17,4%
Nicaragua	17 254 <i>Décès : 213</i>	35,5%
Panama	477 990 <i>Décès : 7 367</i>	57,2%
El Salvador	119 803 <i>Décès : 3 778</i>	62,9%
République dominicaine	407 474 <i>Décès : 4 210</i>	52,16%

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>